

Appel en défense de l'unité de la FGTB et des conquêtes sociales fédérales

De partout, on nous annonce que la période qui suivra les élections législatives de 2007 sera celle de tous les dangers et on constate en effet l'accumulation de faits alarmants. On nous présente ce danger comme celui d'un affrontement entre la Flandre et la Wallonie.

Mais quand on regarde de plus près les revendications qui nourrissent ce climat d'affrontement, on doit bien constater qu'elles portent en réalité sur les conquêtes sociales fédérales -la sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail- et qu'ainsi, c'est l'ensemble du monde du travail qui est menacé.

Du Nord au Sud du pays, le patronat -dont celui des multinationales- exerce une pression grandissante pour la remise en cause de ces droits sociaux vitaux. Cette offensive contre nos droits est planifiée dans les instances de l'Union européenne et mise en œuvre par le gouvernement.

Au nord du pays, le groupe (essentiellement patronal) du Manifeste *In de Warande* (et d'autres à sa suite) revendique la régionalisation des conquêtes sociales fédérales. On constate, en parallèle, que l'UWE (Union wallonne des entreprises) a invité ce groupe à une de ses réunions et lui a fait un accueil très compréhensif.

N'est-ce pas la démonstration que la régionalisation de nos conquêtes sociales fédérales est le moyen mis en avant au sein du patronat (et de ceux qui le servent) pour les détruire plus facilement, notamment par la privatisation ?

Dès lors, on est en droit d'en conclure que le danger qui nous menace c'est celui d'une offensive sans précédent pour remettre en cause toutes nos conquêtes sociales fédérales en les régionalisant. C'est une offensive dirigée contre les travailleurs de Flandre, de Wallonie, de Bruxelles, de toute la Belgique.

Aucun travailleur, qu'il soit de Flandre, de Wallonie ou de Bruxelles, ne sortirait gagnant de la régionalisation-scission de ses conquêtes sociales fédérales. Le président du VLD s'est prononcé pour que les allocations de chômage soient limitées dans le temps. Chacun peut comprendre que si les allocations de chômage sont régionalisées, le VLD aura d'autant plus facile d'imposer cet objectif en Flandre.

Les travailleurs ne peuvent faire face à cette agression antisociale que par l'unité. C'est pourquoi nous apportons notre appui au nouveau président de la FGTB, Rudy De Leeuw, lorsqu'il rappelle l'opposition de la FGTB à toute forme de «*régionalisation du droit du travail, des conventions collectives et de la sécurité sociale*». Nous le soutenons également, ainsi que la nouvelle secrétaire générale, Anne Demelenne, lorsqu'ils se prononcent pour une «*FGTB forte, unie et solidaire*» s'opposant au séparatisme et à la régionalisation des droits sociaux fédéraux.

Ces prises de position sont d'autant plus importantes que le 1^{er} juin, la Chambre votait la recevabilité (c'est-à-dire la prise en considération) d'une proposition de résolution déposée par le Vlaams Belang portant sur le démembrement de la Belgique. Là encore, ce qui est avant tout visé, ce sont les droits de la classe ouvrière de tout le pays : ouvriers, employés, travailleurs actifs et inactifs, allocataires sociaux.

Personne ne peut nier la nature antidémocratique du Vlaams Belang (tout comme du FN). Le combat historique du mouvement ouvrier belge pour le suffrage universel -et donc pour la démocratie- a été avant tout un combat pour obtenir des droits et les faire garantir par la loi.

Le rempart contre la remise en cause de ces droits -et donc de ce qui constitue pour les travailleurs un fondement essentiel de la démocratie- ce sont les syndicats. Ce sont eux -et tout particulièrement la FGTB- qui fédèrent la classe ouvrière de tout le pays.

On ne peut dès lors prétendre combattre le Vlaams Belang -et toute autre menace pour la démocratie- si l'on œuvre en même temps à la scission de l'Organisation syndicale. La division du mouvement syndical laisserait le champ libre à l'offensive qui se prépare au compte des exploiters de tout le pays.

Au moment où il devient de plus en plus clair que le patronat veut régionaliser nos droits sociaux pour mieux les détruire, nous lançons un appel pour :

- la défense de l'unité fédérale de la FGTB-ABVV et de toutes les organisations syndicales

- la défense des conquêtes sociales fédérales (sécurité sociale, conventions collectives, droit du travail, etc) contre toute tentative de les régionaliser.

Nous appelons tous les travailleurs et responsables du mouvement ouvrier à s'unir sur ces objectifs.

